

Déterminants et persistance de l'insécurité alimentaire au sahel: cas du Mali

A.K.D. Waïgalo^{1*}

Keywords: Food aid- Food insecurity- Poverty- Sahel- Food security- Mali

Résumé

L'insécurité alimentaire dans le nord Mali est la résultante de trois principaux facteurs qui sont d'ordre naturels, socio-économiques et politiques. La forte dépendance de l'agriculture sahélienne des aléas climatiques accentués d'inondation et d'une pluviométrie très instable doit amener les décideurs politiques à promouvoir des techniques culturales moins consommatrices d'eau et résistantes à la sécheresse. En effet, toute stratégie efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Mali doit porter sur l'instauration d'une paix et d'une stabilité politique durable fondées sur une bonne gouvernance où les ressources économiques sont réparties équitablement au profit d'une meilleure gestion de ressources naturelles et d'espaces agro-pastoraux. Donc, toute question abordant l'état de développement des régions Nord consiste à apporter des solutions et pistes de recherche à l'Etat, aux bailleurs de fonds et institutions privées dans le cadre d'une meilleure collaboration visant à atténuer la pauvreté et renforcer la résilience des populations locales qui disposent de peu de ressources pour faire face à des facteurs exogènes limitant leur capacité productive.

Summary

Determinants and Persistence of Food Insecurity in the Sahel: Case of Mali

The food insecurity in the North of Mali is the result of three principal factors, i.e. natural, socio-economic and political. The strong dependence of the Sahelian agriculture on the increased climatic risks of flood and a very unstable pluviometry should prompt the political decision makers to promote farming techniques which are consuming less water and which are more resistant to drought. Indeed, any effective strategy of fight against food insecurity in the North of Mali must be based on the introduction of peace and a sustainable political stability founded on good governance where the economic resources are distributed equitably to the benefit of a better management of natural resources and agro-pastoral spaces. Therefore, any question concerning the development of the Northern regions consists of looking for solutions to improve the collaboration between the State, the donor community and the private institutions in order to mitigate poverty and to strengthen the resilience of the local populations which have few resources to deal with exogenic factors limiting their capacity to produce.

¹Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée, Bamako, Mali.

*Auteur correspondant: Email: amobowaigalo@yahoo.fr

Introduction

Le Sahel est l'une des régions du monde les plus vulnérables à causes des crises politiques, armées et environnementales dont il fait régulièrement l'objet pendant ces deux dernières décennies. Entre 1970 et 1998, le Mali a connu 46 catastrophes importantes, soit la douzième plus forte incidence parmi les 48 pays les moins développés (3). Près de 75% de la population active malienne est employée dans l'agriculture et l'apport au PIB total de ce secteur varie entre 33 et 38% selon les années (1). Depuis près de 5 ans sévit au Mali une crise humanitaire et socio-politique sans précédent et affectant l'ensemble des activités économiques. Ce qui a eu pour conséquences le retrait de l'Etat dans certaines zones du nord et singulièrement la région de Kidal, l'arrêt de plusieurs projets et programmes au bénéfice des populations agricoles et une intervention moins accentuée des partenaires techniques et financiers.

En effet, la rareté de la biomasse végétale dans le septentrion (les régions du Nord dont Tombouctou, Gao et Kidal faisant les 2/3 du territoire) exacerbe de plus en plus les conflits ethniques et intercommunautaires pour le contrôle de quelques rares espaces de pâture. Ce qui dénote la récurrence de conflits entre populations nomades et sédentaires dont les activités sont largement tributaires de l'élevage et l'agriculture. A cela s'ajoute l'intensification du vol de bétail obligeant les éleveurs et pasteurs transhumants à s'armer pour protéger leur bétail (plus particulièrement les bovins). Cette situation amène de plus en plus les pasteurs à limiter leurs aires de pâture avec comme corollaire un élevage de bovins de moins en moins prospère. Le cheptel transhumant et nomade constitue 85% des animaux des régions nord (Tombouctou, Gao, Kidal et Mopti) (2).

En effet, bien que l'insécurité alimentaire ait plusieurs déterminants, la mise en place des structures de distribution efficaces pourrait réduire ses effets négatifs si le pays dispose suffisamment de réserves alimentaires. Et dans un premier temps ce qui est du ressort d'un accroissement de la productivité agricole. L'aide alimentaire et les dons doivent être substitués par des projets et programmes visant à renforcer la résilience des agriculteurs démunis à travers la diversification et valorisation des productions agricoles. Les importations alimentaires constituent une sortie importante de devises et des politiques appropriées peuvent être mises en place pour garantir la compétitivité des productions agricoles locales par rapport à celles étrangères.

Pour mettre fin à une insécurité alimentaire aléatoire et de plus en plus persistante dans le septentrion malien gravement touché par les conflits armés et communautaires, quelle serait la meilleure stratégie capable à même d'atteindre cet objectif?

A cet effet, les importations alimentaires paraissent-elles être une alternative et une solution durable? Au moment où s'accroît une population urbaine aux modes de consommation variés, dont le lot est grossi par les déplacés internes, l'aide alimentaire et les dons ne paraissent pas être durables et efficaces à long terme pour pallier l'insécurité alimentaire.

Etat de lieux de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne et au sahel

En 2016, 37 millions de personnes au sahel¹ étaient affectées par l'insécurité alimentaire, dont 6,3 millions soit 21% sévèrement atteints. Tandis qu'en 2015 dans le nord Mali 1,8 millions étaient en situation d'insécurité alimentaire, plus de 300 000 personnes avaient besoin d'une aide alimentaire d'urgence courant 2016 (13).

L'Afrique Subsaharienne est l'une des régions du monde où la croissance démographique est en progression constante depuis plus de deux décennies. Sa population s'accroît de 2,7% par an, passant de 507 millions en 1990 à près de 936 millions en 2013. Cette situation est aussi marquée par une faible capacité d'approvisionnement et d'accessibilité des denrées alimentaires. Ainsi, courant 2015, une personne sur quatre en Afrique Subsaharienne serait sous-alimentée alors que la tendance était d'une personne sur trois entre 1990 et 1992 (5). Cette inversion de tendance est explicative d'un certain nombre de facteurs : accroissement de superficies emblavées, diversification de la production agricole, politique de vulgarisation réussie en matière de recherche et développement, mise en place de plusieurs projets et programmes agricoles et une plus grande ouverture commerciale après l'instauration des politiques d'ajustement structurels visant la libéralisation du marché de la plupart des Etats. Constitués essentiellement de petits exploitants agricoles dont la capacité de production se trouve au dessous de la moyenne mondiale, les agriculteurs africains bénéficient peu de renforcement de capacités technique et institutionnelle leur permettant d'améliorer leur niveau de productivité.

Quant au Sahel, sa sécurité alimentaire reste confrontée à un défi à relever: accroître le volume de sa production interne en rapport avec le dynamisme de sa population qui est grande consommatrice de céréales (riz, blé, mil et sorgho). Les violentes émeutes de 2007 et 2008 à l'échelle mondiale suite aux flambées de prix des céréales ont démontré la nécessité pour nos pays de limiter leur dépendance des importations alimentaires sous risque de destabilisation politique et sociale permanente.

¹Sénégal, Gambie, Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Cameroun et Nigéria

Actuellement, le Mali à l'instar des pays Sahéliens subit un conflit sans précédent alterné avec des violences armées impliquant d'une part les forces armées nationales, mouvements rebelles et djihadistes et d'autre part les communautés locales.

Cette instabilité s'est alors traduite par une baisse des activités agricoles et flux commerciaux de denrées alimentaires entre le Sud et le Nord du pays. Les crises humanitaire et sécuritaire combinées aux effets du changement climatique, la désertification et l'érosion, l'invasion acridienne etc. dans le nord Mali aggravent de plus en plus la situation des populations en termes de sécurité alimentaire.

En effet, la sécurité alimentaire est au moins fonction des aspects liés à la répartition géographique, économique ou sociale. La disponibilité alimentaire globale à elle seule n'assure nullement pas la sécurité alimentaire, mais elle est nécessaire pour l'atteindre (13).

Cadre conceptuel

Concepts de sécurité et d'insécurité alimentaires

La sécurité alimentaire se définit « comme l'accès permanent de tous à des denrées alimentaires nécessaires pour mener une vie saine et active » (4). Cette définition de la sécurité alimentaire est plutôt basée sur une approche physique et sanitaire, mais n'intègre pas sa dimension économique qui est un de ses aspects les plus importants. Par contre, lorsqu'un ménage ou individu n'a pas les moyens économiques nécessaires pour y accéder à des denrées alimentaires à travers un marché, alors il se trouve confronté à l'insécurité alimentaire qui peut être légère, sévère ou modérée.

Dimensions de l'insécurité alimentaire

Elles sont principalement déterminées par deux facteurs principaux: fréquence de consommation alimentaire autrement dit le SCA et la capacité de résilience des ménages. La sécurité alimentaire est classifiée en quatre groupes: la sécurité alimentaire proprement dite, l'insécurité alimentaire légère, l'insécurité alimentaire modérée et l'insécurité alimentaire sévère.

Un ménage est en:

- sécurité alimentaire s'il n'épuise pas ses moyens d'existence tout en ayant un accès facile à ses besoins alimentaires et non alimentaires;
- insécurité alimentaire légère si il accès à une consommation alimentaire minimale sans pour autant pouvoir assurer certains de ses besoins alimentaire non essentiels tout en épuisant pas ses moyens d'existence;
- insécurité alimentaire modérée lorsqu'un déficit de consommation alimentaire lui conduit à une utilisation et épuisement rapides de ses moyens d'existence;
- insécurité alimentaire sévère lorsque ses déficits de consommation alimentaire deviennent très importants et que ses moyens d'existence ne permettent d'y remédier à ces déficits (15).

La capacité de résilience des ménages est expliquée par quatre déterminants : la capacité d'adaptation, les filets de sécurité sociale, les actifs productifs et non productifs et l'accès aux services de base. La capacité d'adaptation est opérée par un ménage lorsqu'elle se trouve en butte à une situation ne favorisant pas l'amélioration de ses conditions de vie. On parle de filets de sécurité sociale lorsqu'un ménage a recours à une aide ou assistance en vue de minimiser sa vulnérabilité. Quant aux actifs productifs (terre, bétail et biens durables) et non productifs (maisons, véhicules et équipements ménagers) leur appartenance permet à un ménage de se prémunir de toute subsistance. L'accès à des services de base comme l'école, les centres de santé, les infrastructures et marchés devient ainsi un moyen efficace d'accroître la résilience d'un ménage en cas de vulnérabilité (6).

Méthodologie

L'approche se fonde sur une revue documentaire (articles, ouvrages, rapport etc.) constituée de thèmes se référant au sujet. Deux études de base portant spécifiquement sur la sécurité alimentaire au niveau national permettront d'étayer les informations relatives aux sources connexes. Il s'agit de l'étude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition (EBSAN) effectuée en deux volets dont l'EBSAN I et l'EBSAN II respectivement réalisées en juillet 2007 (période de soudure) et mars 2008 (période post-récolte); et celle réalisée en 2013 portant sur l'évaluation de la sécurité alimentaire au nord du Mali: Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti. Dans le cadre de l'EBSAN, les périodes prises comme références au cours des deux phases permettent au mieux de limiter les erreurs d'appréciation et marges d'erreurs qui résultent de l'analyse et de l'interprétation des données. Les tailles des échantillons constituant les EBSAN I et II sont de 3 120 ménages, soit une constitution de 208 villages et 3 150 ménages répartis sur 210 villages. En ce qui concerne le score de consommation alimentaire (SCA), 8 groupes d'aliments ont été pris en compte, il s'agit de: aliments de base (céréales, tubercules), légumineuses (haricots, noix et graines), légumes, fruits, protéines animales (viande, œuf, poisson et crustacé), sucre, produits laitiers, huile et matières grasses.

Quant à l'étude portant sur l'évaluation de la sécurité alimentaire au nord Mali, les pistes de recherche explorées ont concerné non seulement le domaine alimentaire mais aussi l'accès des ménages à des sources de revenus et aux marchés alimentaires.

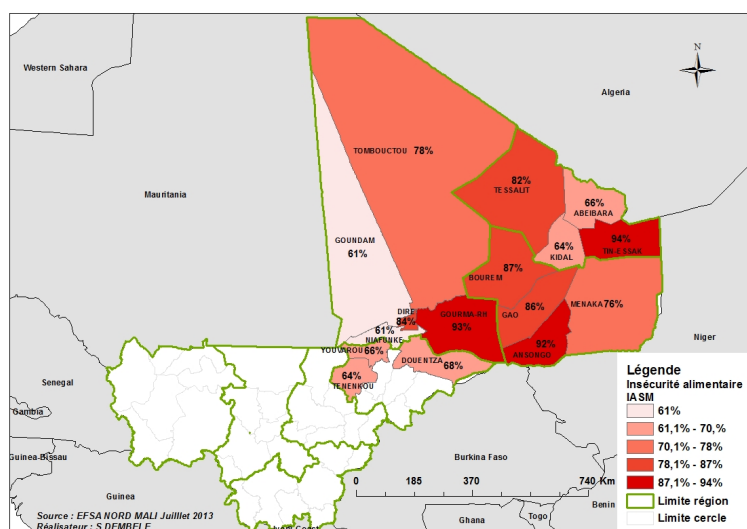


Figure 1: EFSA Nord Mali: Prévalence de l'insécurité alimentaire sévère et modérée, Juillet 2013.

Répartition spatiale de l'insécurité alimentaire dans les régions Nord

De toutes les études concernant l'insécurité alimentaire au niveau national, il ressort que les ménages ruraux sont plus affectés que les ménages urbains. Cette situation s'expliquerait par la facilité d'approvisionnement en vivres des marchés urbains dont des mécanismes bien appropriés sont mis en place pour garantir la stabilité des prix. Ainsi, pendant la période post-récolte de 2008 l'insécurité alimentaire sévère en milieu rural était de l'ordre de 8% tandis qu'elle se situait à 1% en milieu urbain. A la même période, la tendance était moins favorable aux ménages ruraux avec un taux de 18% contre 7% pour les ménages urbains.

On note ainsi que la capacité de résilience des ménages ruraux est moins forte que celle des urbains, toute chose se traduisant par la vulnérabilité des premiers due à la précarité de leur environnement économique et social. Les ménages ruraux étant à la fois producteurs et consommateurs de produits agricoles, disposent d'une marge limitée de pouvoir de négociation pendant les périodes de post-récolte. Les produits agricoles qu'ils écoulent sur les marchés à bas prix ne leur permettent ainsi pas de couvrir des besoins sociaux (cérémonies religieuses et rituels, baptêmes, mariages etc.) dont ils font face en cours ou fin d'année. Il en résulte une mauvaise allocation de ressources au dépend de leurs activités principales.

En 2013, dans les régions nord du Mali 75,5% des ménages soit un peu plus de 3 ménages sur 4 étaient en butte à l'insécurité alimentaire quelle soit la forme : modérée (45,5%) ou sévère (30%). Cette même tendance est confirmée par l'état de la situation nutritionnelle de cette vaste étendue du territoire malien dont 82% des ménages ont bénéficié de l'aide alimentaire à la même période. Néanmoins, la moyenne de la malnutrition aiguë globale dépasse le seuil d'alerte fixée par l'OMS qui est de 10%. C'est seulement à Mopti que le taux le plus faible, soit 7,4%, était enregistré. A Gao et Tombouctou, les taux de malnutrition aiguë étaient respectivement de 12 et 12,4%.

Ces données traduisent l'état de précarité dans lequel vivent les ménages faute de réponse adéquate leur permettant de s'y prémunir. La crise conflictuelle a limité les opportunités d'accès aux ressources productives avec comme corollaire l'abandon des espaces de culture et de pâture dont s'accaparent les groupes ethniques et communautaires les plus nombreux et mieux implantés dans les dites zones, bénéficiant dans certains cas de soutiens armés. Toute chose, accentuant le nombre de déplacés internes et de réfugiés sans activité principale. Entre les années 1984 et 2008, indépendamment des émeutes de la faim et du contexte sahélien, les famines ayant affectées plusieurs pays africains (Ethiopie, Libéria, Somalie, Soudan, Sierra Leone, Darfour et République Démocratique du Congo) sont le résultat de conflits armés à relent bien encore perceptible de nos jours. Ils ont eu pour conséquences la destruction d'infrastructures agricoles et l'abandon des activités agricoles par une frange importante de la main-d'œuvre juvénile récupérée par les groupes armés des pays concernés.

Leur reconversion dans l'agriculture pose encore de multiples problèmes (9). La situation est similaire au contexte actuel malien et la gestion post-conflit doit être analysée avec minutie pour relancer la production agricole

La diversité alimentaire qui reflète l'état de la consommation alimentaire par ménage ou individu indique que ce sont les fonctionnaires, commerçants et entrepreneurs qui ont les rations alimentaires hebdomadaires les plus équilibrées par rapport aux autres couches socio-professionnelles. Leur SCA est de 34% dont l'alimentation est composée en moyenne de trois groupes d'aliments (céréales, huile et condiments) les plus consommés dans le pays. Les ménages en insécurité alimentaire dépensent beaucoup plus dans les céréales (riz, mil et blé) qui constituent leur nourriture de base. Ce qui reflète la particularité des pays sahéliens. Par contre, les moins vulnérables ont une propension à dépenser plus dans la consommation de fruits, légumes et protéines animales. Moins de 2 ménages sur 10 des fonctionnaires et entrepreneurs souffraient d'insécurité alimentaire sévère, ce qui représente des proportions respectives de 16,8 et 12,3%.

En effet, ce qui contribue à vulnérabiliser davantage le producteur soudanien est la part croissante des productions vivrières qu'il écoule sur le marché urbain local et sous-régional (8). Ainsi, peu de réserve alimentaire est conservée pendant la période de soudure où les prix sont à leur plus haut niveau et il s'ensuit un cercle vicieux qui fait du producteur un consommateur sans qu'il puisse autant combler son déficit alimentaire.

En effet, les fonctionnaires et entrepreneurs qui ont des capacités d'adaptation et de stratégies de réponse aux chocs conjoncturels plus rapides que les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et travailleurs journaliers disposent d'opportunités et de revenus stables non liés à certains facteurs exogènes tels que les inondations, la rareté des pluies, la sécheresse et la dégradation des sols. Toutefois, leur accès aux marchés de denrées alimentaires peut seulement être limité ou réduit par la hausse de prix. Ce qui corrobore avec l'assertion de Janin, selon laquelle la sécurité alimentaire tend peu à peu à se renforcer sur la base d'une dimension économique et sociétale (8).

Facteurs naturels, socio-économiques et politiques de l'insécurité alimentaire

Les facteurs agissant sur la sécurité alimentaire des ménages sont multiples et variables. Le sahel de part sa spécificité et sa nature est une zone dont l'agriculture, l'élevage et dans une moindre mesure la pêche sont fortement tributaires des conditions climatiques à variables alternées. A cela s'ajoutent les réalités sociales, économiques et politiques qui caractérisent chaque pays.

Facteurs naturels

C'est à partir de 1970 que le sahel dans son ensemble a commencé à subir les effets néfastes d'un climat plus aride accentué par des pratiques agricoles peu modernisées et une pression anthropique et foncière due à une évolution démographique. Avec une superficie ayant un couvert végétal de 100 millions d'ha, seulement 21 millions ha ont gardé un réel potentiel productif. Conséquence, les ressources naturelles se sont dégradées au détriment d'une baisse de la fertilité des sols et tout en entraînant celle de revenus agricoles pour un équivalent de 90 000 F CFA/ha/an en zone soudanienne (2). La dégradation des écosystèmes et la désertification avancée constituent des enjeux importants auxquels devront faire les états sahéliens pour améliorer les systèmes productif agricole et animal. Le déficit hydrique dû à la rareté des pluies doit amener les décideurs politiques et acteurs locaux (usagers) à promouvoir une gestion rationnelle et efficiente de l'eau afin de limiter la baisse de productivité et surtout les conflits pouvant opposer éleveurs pour le contrôle de certains points d'eau.

Facteurs socio-économiques

Les facteurs socio-économiques influant la sécurité alimentaire par le biais de la productivité agricole résultent tant du capital social que du capital humain à valoriser. Cependant, les investissements en infrastructures (routières et agricoles) et les conditions d'accès aux marchés constituent de véritables indicateurs pouvant expliquer la sécurité et l'insécurité alimentaires des ménages.

Capital social

La notion de capital social est un terme de plus en plus usité en économie du développement et se définit «comme l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la jouissance d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissances ou de reconnaissance mutuelles» (16). Il est difficile de le quantifier, mais cependant il est facilement qualifiable et saisissable sur la base de certains facteurs sociaux (appartenance à un groupe social, appartenance à une organisation paysanne ou civique, forte intégration dans une communauté locale etc.). En réalité toute action commune est mesurable si elle cible des objectifs à atteindre, qu'ils soient sociaux (réduction du taux de chômage ou de la pauvreté) ou économiques (augmentation du taux de croissance). En effet, les aspects les plus importants du capital social concernent les formes d'organisation auxquelles il fait référence, qu'elles soient formelles ou non. Les agriculteurs qui utilisent ces formes d'organisations sociales pour promouvoir leurs activités commerciales, le font plus sur la base de confiance qui détermine leur capital social. Puisque les transactions commerciales qui nécessitent l'établissement de contrats ne se fondent que sur la confiance et l'autorité morale dont bénéficient les deux parties contractantes à l'égard de la société. La confiance est un des déterminants du capital social en milieu rural. Ainsi, le lien communautaire qu'un projet de développement peut créer renforce le contact avec le monde extérieur et donne plus de possibilités de saisir des opportunités liées à l'emploi, l'accroissement de la productivité agricole et l'accès aux marchés. Par contre, l'appartenance d'un paysan à une organisation rurale d'action communautaire peut accroître sa performance productive en lui facilitant l'accès à une main-d'œuvre et au crédit agricole (11).

Avec l'avènement de la démocratie en 1991 au Mali, l'importance de l'émergence des associations et organisations professionnelles paysannes a complètement modifiées les relations qu'entretennent les agriculteurs avec les pouvoirs publics. Ce qui a eu pour effets la libéralisation du marché des produits céréaliers avec le désengagement de l'état dans la politique de fixation des prix d'intrants et de produits agricoles.

Capital humain

La définition que donne l'OCDE explique le capital humain comme un ensemble constitué par « des connaissances, des aptitudes, des compétences et autres caractéristiques individuelles qui facilitent la création du personnel, du social et du bien-être économique » (10). Les premiers éléments mis en avant dans cette définition concernent des connaissances, des aptitudes et des compétences qui sont tous caractéristiques d'un savoir et d'un

savoir-faire qui sont implicitement liés à un niveau d'éducation minimum. Cette acquisition de savoir et savoir-faire induit des capacités productives propres à chaque individu. Elle peut s'améliorer ou se détériorer avec le temps selon que la personne acquière ou non une formation. Donc, le capital humain serait aussi lié à l'expérience.

En effet, le capital humain est déterminé par deux aspects fondamentaux : l'éducation et la santé. En dehors de l'éducation classique, c'est-à-dire formelle, l'alphabétisation informelle (faite dans un cadre non organisé) contribue fortement à l'autonomisation et à l'amélioration des conditions de vie des pauvres. L'amélioration du capital humain signifie donc à la fois celle de l'éducation et la santé qui ont tous deux des effets positifs sur l'augmentation de la productivité agricole et la réduction de la pauvreté. Ainsi, un meilleur niveau d'éducation, un meilleur accès à des services de santé et un bon état nutritionnel sont indissociables et seraient positivement corrélés pour améliorer la productivité agricole.

Donc, l'investissement dans le capital humain à travers l'expansion des services sociaux de base (école et centre de santé) devient ainsi une opportunité pour les démunis d'accroître leur capacité de résilience face à l'insécurité alimentaire.

Infrastructures routières et agricoles

Le manque d'infrastructures agricoles constitue le vrai handicap pour l'émergence du secteur agricole des pays sahéliens. Les routes en bon état constituant les principaux axes pour desservir les marchés urbains sont rares et si elles existent leur entretien pose de sérieux problèmes à tel point que les produits périssables (fruits et légumes) et céréalières sont écoulés en toute période de l'année sans tenir compte de l'évolution de l'offre et de la demande. Il en résulte un marché de produits agricoles sans régulation.

Pour améliorer leurs productivité et revenu agricoles, les agriculteurs maliens doivent faire face à des défis environnementaux qui passent nécessairement par la gestion de leur espace agricole et des ressources en eau. Et en plus de ces facteurs, la quasi-inexistence d'installations de stockage, de conditionnement et de transformation limite les possibilités de valorisation d'excédents des produits agricoles.

Conditions d'accès aux marchés

L'ouverture du marché national d'un pays dont la politique économique favorise à la fois la vente des produits agricoles nationaux et étrangers accentue la compétitivité. Toute expansion de marchés au + bénéfice des agriculteurs des pays en développement doit s'accompagner par des projets de développement novateurs les impliquant à tous les niveaux. Pour dynamiser son secteur agricole, il est indispensable pour le Mali d'évoluer vers une

industrie de transformation à petite échelle créant une valeur ajoutée pour l'ensemble des acteurs concernés. Ainsi, une bonne gouvernance constitue de ce fait un enjeu capital pour promouvoir la création et l'organisation des filières agricoles dont le rôle est déterminant dans l'élaboration et l'orientation de choix politiques agricoles.

Choix politiques

Il ne faut aussi pas perdre de vue que la situation actuelle de l'agriculture des pays subsahariens et plus particulièrement celle du Mali est la résultante de plusieurs facteurs : incohérence de choix politiques, forte implication des bailleurs de fonds dans les processus décisionnels étatiques, programmes ajustements structurels etc. Les programmes d'ajustements structurels (PAS) entamés au début des années 80 ont eu de fortes répercussions (effets négatifs et positifs) sur les économies locales et les activités agricoles du pays.

Cependant, le retrait des entreprises publiques dans les opérations d'achats et de vente a été brusque et les agriculteurs n'étaient ni prêts ni bien outillés pour faire face à la libéralisation des marchés intérieurs. L'Etat doit moins intervenir dans la régulation du marché par l'instauration d'un prix fixe. Par contre, ces effets défavorables doivent être compensés par l'objectif visé par l'ajustement structurel, c'est-à-dire l'augmentation de la production agricole des petits exploitants agricoles. Dans cette perspective tout accroissement de la production offre des possibilités d'augmentation de commercialisation pour les offices (14).

En effet, toute stratégie efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire au Nord Mali doit porter sur l'instauration d'une paix et d'une stabilité politique durable fondées sur une bonne gouvernance où les ressources économiques sont réparties équitablement au profit d'une meilleure gestion de ressources naturelles et d'espaces agro-pastoraux.

Conclusion

La forte dépendance de l'agriculture des régions Nord Mali des aléas climatiques accentués d'inondation et d'une pluviométrie très instable doit amener les décideurs politiques de promouvoir des techniques culturales moins consommatrices d'eau et résistantes à la sécheresse.

Toutefois, la modernisation d'une agriculture nécessite une formation adéquate des agriculteurs en fonction de leur besoin. Pour garantir la sécurité alimentaire, la construction et la rénovation d'infrastructures agricole et routière de qualité sont indispensables pour accroître la productivité agricole et faciliter l'approvisionnement en intrants et vivres en toute période de l'année. L'insécurité alimentaire est fortement dépendante de l'enclavement puisque les zones à risque alimentaire élevé sont celles dont leur accès est limité. Les marchés agricoles étant très volatils et toute stratégie basée sur sa régulation limite la fluctuation de prix des produits agricoles et permet ainsi de garantir aux producteurs une stabilité financière.

Donc, l'aide alimentaire en cas de situation d'urgence (conflits et catastrophes naturelles) peut être appropriée pour endiguer à court terme l'insécurité alimentaire. Par contre, l'atteinte et la pérennisation d'une sécurité alimentaire est un long processus nécessitant la mise en œuvre et la coordination de politiques appropriées impliquant tous les acteurs concernés.

En effet, la réussite de toute politique agricole dépend dans une large mesure d'une stabilité sécuritaire réduisant au strict minimum l'exode et le déplacement des populations locales. Partout où existent des conflits la production agricole s'effondre et la pauvreté se perpétue.

Donc, toute question abordant l'état de développement des régions nord Mali consiste à apporter des solutions et pistes de recherche à l'Etat, aux bailleurs de fonds et institutions privées dans le cadre d'une meilleure collaboration visant à atténuer la pauvreté et renforcer la résilience des populations locales qui disposent de peu de ressources pour faire face à des facteurs exogènes limitant leur capacité productive.

Références bibliographiques

1. Belières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Marzin J., & Sourisseau J.-M., 2013, *Les agricultures familiales du monde- Définitions, contributions et politiques publiques*. Cirad. Montpellier: AFD.
2. CILSS & CSAO, 2008, *Profil sécurité alimentaire - Mali*. Ministère Français des Affaires Etrangères et UE.
3. CSCR, 2011 a, *Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté*, 2012 - 2017.
4. Dembélé N.N., & Staatz J.M., 2010, *Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest : Enjeux et Eléments Stratégiques pour sa Réalisation*. Contribution au Forum de Bamako. Bamako: Syngenta - USAID.
5. FAO, 2015, *Vue d'ensemble régionale de l'insécurité alimentaire en Afrique: des perspectives plus favorables que jamais*. Accra.
6. FAO & CILSS, 2016, *Consolider la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest*. Rome.
7. Grünwald F., 2012, *Combattre l'insécurité alimentaire dans les contextes d'Etat fragile et les situations de crise et post-crise - Quels rôles pour les agences de développement*. Agence Française de Développement.
8. Janin P., 2001, L'insécurité alimentaire rurale en Côte d'Ivoire: une réalité cachée, aggravée par la société et le marché, *Cah. Agric.*, **10**, 233-241.
9. Mérino M., 2009, *L'insécurité alimentaire en Afrique Subsaharienne*. Note N°02. Fondation pour la Recherche Stratégique.
10. Nana Djomo J.M., & Atangana O. H., 2012, *Capital Social, Capital Humain et Efficacité Technique dans le Secteur Agricole au Cameroun*. Rapport de Recherche du FR - CIEA No 28/12. Dakar: Investment Climate and Business Environment Research Fund.
11. Nyemeck Binam J., Sylla K., & Diarra I., 2008, *Analyse des déterminants de l'efficacité technique des producteurs de riz pluvial dans le centre ouest de la Côte d'Ivoire*. Dans: B. Kouassi (Éd.), *Les déterminants de la production agricole en Afrique de l'Ouest* (pp. 67-93). Paris: KARTHALA.
12. Petit M. , 2011, *Pour une agriculture mondiale productive et durable*. Paris: Quae.
13. UE, 2016,. *Sahel: Crise alimentaire et nutritionnelle*. Consulté le Septembre 15, 2016, sur FICHE - INFO ECHO: [http : // bit.ly/echo-fi](http://bit.ly/echo-fi)
14. Van der Laan H. L., & Haaren, W. T., 1990, *African Marketing Boards under Structural Adjustment: the Experience of Subsaharan Africa during the 1980's*. African Studies Centre (working paper n°13)
15. WFP, SAP & FAO, 2013, *Evaluation de la sécurité alimentaire - Nord Mali - Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti*.
16. Wiesinger G., 2007, *L'importance du capital social dans le développement rural, les réseaux et les prises de décision dans les zones rurales*. Consulté le Septembre 30, 2016, sur <http://rga.revues.org/350>; DOI : 10.4000/rga.350